

recherches vendéennes

n° 12 - 2005

SOMMAIRE

DOSSIER : Le miracle économique vendéen. Les pionniers.

<i>Présentation du dossier par Natacha Bonnet</i>	p.	7
<i>Interview d'Yves Tesson</i>	p.	25
<i>Interview d'Yves Gonnord</i>	p.	49
<i>Interview de Charles-Henri Sorin</i>	p.	73
<i>Interview de Louis Chupin</i>	p.	83
<i>Interview de Marie-Claude Lucas</i>	p.	93
<i>Interview de Guy Ruchaud</i>	p.	109
<i>Interview d'Edgard Wojdyla</i>	p.	125
<i>Interview de Joseph Gaborit</i>	p.	133
<i>Interview de Louis Cousseau</i>	p.	149
François Cantryn	p.	175
<i>Vendée: un, deux, trois miracles économiques?</i>		
Dominique Relet et Christophe Dubois	p.	203
<i>Guide des sources économiques</i>		

ÉTUDES

Jean-François Tessier	p.	237
<i>La grange cistercienne d'Orouet au marais de Monts</i>		
Marie-Yvonne Crépin	p.	257
<i>André Tiraqueau, un modèle des juriconsultes et humanistes de la Renaissance</i>		
Isabelle Sachot et Julien Boureau	p.	265
<i>Réaumur, un savant initiateur d'une démarche scientifique</i>		
François-Xavier Brochard	p.	279
<i>Les marches communes d'entre Bretagne et Poitou au XVIII^e siècle : régime et propriété privée</i>		
Thérèse Rouchette	p.	303
<i>Un héros de roman, préfet de la Vendée, Amable, Guillaume, Prosper Brugière de Barante</i>		

Pierre-Yannick Legal	p.	313
<i>La plantation de la forêt littorale d'Olonne. Droit de propriété privée et contraintes d'utilité publique dans la première moitié du XIX^e siècle</i>		
Jean-Yves Le Thérizien	p.	363
<i>Du bois de chauffage à l'écologie : la forêt littorale du pays de Monts</i>		
André Bujaud	p.	373
<i>Un grand savant vendéen : Édouard Grimaux (1835-1900)</i>		
Bernard Raymond	p.	417
<i>Une maison pour les retraites des laïcs à Saint-Laurent-sur-Sèvre (1837-1939)</i>		
Juliette Grison	p.	427
<i>Voyage à Rome par le pèlerinage vendéen, 1875. Journal de voyage d'Adélaïde Biton</i>		
Claude Billot	p.	497
<i>Volonté divine ou passion personnelle ? L'origine des Franciscaines oblates du Sacré-Cœur, une fondation de Sophie Gazeau de La Brandanière</i>		

NOTES DE LECTURE

L. Bujaud, *La Barre aux Faucons*, p. 531 — *Révoltes et révolutions en Europe et aux Amériques (1773-1802)*, p. 547.

COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

L. Renaud, *Au pays de la pierre rose... Saint-Pierre-du-Chemin*, p. 551 — *Exploiter la terre. Les contrats agraires de l'Antiquité à nos jours*, p. 552 — F. Hildesheimer, *Richelieu*, p. 554 — M. Antoine, *Le cœur de l'État...*, p. 557 — *La vie quotidienne en Vendée...*, p. 560 — *Napoléon et les Vendéens...*, p. 561 — R. Lévêque, *Napoléon, ville de Vendée...*, p. 563 — *Napoléon Bonaparte et la Vendée*, p. 564 — Th. Heckmann, *Napoléon et la paix...*, p. 565 — Th. Le Yoncourt, *Le préfet et ses notables...*, p. 567 — R. Corbon, *Maurice Maignen, Frère de Saint-Vincent-de-Paul, Apôtre du monde ouvrier*, p. 570 — *1905, la séparation des Églises et de l'État...*, p. 572 — Dir. B. Waché, *Militants catholiques de l'Ouest...*, Dir. G. Richard et J. Sainclivier, *La recomposition des droites en France à la Libération, 1944-1948*, p. 573 — J. de Hillerin, *Souvenirs d'un coupeur de bois Gabon-Congo, 1946-1960*, p. 575 — *Les Fables de la Fontaine; Le Roman du Renard; Les contes du lapin vert*; O. Calon, *Benjamin Rabier*; J. Maunoury, *Benjamin Rabier illustré, catalogue de son œuvre*, p. 577 — F. Messner, P.-H. Prélot, J.-M. Woehrling, *Traité de droit français des religions*, p. 579 — D. Alland et S. Rials, *Dictionnaire de la culture juridique*, p. 582 — M. Carly, *Simenon. Les Années secrètes — Vendée 1940-1945*, p. 583.

LE « MIRACLE ÉCONOMIQUE » VENDÉEN :

LES PIONNIERS

La Vendée, pionnière d'un far-west économique ? Chacun sait le contraste entre des territoires longtemps isolés géographiquement, en dehors de tout moyen de communication, sans ressources naturelles particulières, et la réussite des fleurons industriels sur les scènes nationale et internationale, que sont les Fleury-Michon, Bénéteau, Charal, Sodebo, Eram, La Mie Câline, Arthur Bonnet, Rautureau Apple Shoes, pour n'en citer que quelques-uns... Sans parler de la retentissante initiative de la création du Pôle Enfant sur le Choletais ou des Vendéopôles aux carrefours des grands axes autoroutiers du département de la Vendée.

Parcs d'activités lancés dans les années 1990 par le Conseil général, les vendéopôles, aujourd'hui au nombre de sept, associent une localisation à la campagne avec un minimum de 30 % d'espaces verts et une proximité immédiate des grands axes routiers et autoroutiers. Ici, celui de Boufféré.

Le 7 novembre 2004 : départ de la 5^e édition du Vendée Globe, la seule course autour du monde à la voile, en solitaire et sans escale.



defontaine

L'usine Defontaine de La Bruffière développée à partir d'un atelier de charromage, devenue n° 1 des couronnes de démarreurs.

On connaît aussi le contraste entre cette terre profondément agricole, longtemps enracinée dans ses traditions, avec une forte proportion de métayers, et l'image azurée, au Journal télévisé de 20 heures, du port des Sables-d'Olonne rempli de catamarans pour le départ du Vendée Globe.

Des créations *ex nihilo* à la force du poignet ? L'image est en effet séduisante, du petit artisan de campagne qui reprend l'affaire familiale, la développe et la fait fructifier, tant et si bien qu'il lui forge un nom reconnu des consommateurs en l'espace-temps d'une génération. Mais n'est-ce pas un mythe ?

Et d'abord, le phénomène n'est ni unique ni complètement nouveau, que ce soit avec l'exemple breton du Léon ou celui d'Oyonnax dans l'Ain ou, à l'échelle européenne, avec les régions du Bade-Wurtemberg et de la Vénétie. Les *success stories* qui y sont nées

Jeanneau diapo

sont devenues des marques plébiscitées par les consommateurs. Citons Yves Rocher, qui développe à partir de son Morbihan natal une gamme de produits de beauté sur un concept nature, ou l'entreprise SEB, qui prend son essor dans les années 1960 et devient le premier producteur mondial d'autocuiseurs, alors que cette société avait été fondée un siècle plus tôt dans le petit village bourguignon de Selongey par Antoine Lescure, un rétameur itinérant créant son atelier de ferblanterie.

Il n'empêche que le cas vendéen reste bien singulier. Ce qui frappe, dans le Sud-Loire, c'est d'une part l'importance numérique des entreprises créées, et d'autre part le

L'entreprise Jeanneau qui démarra par la passion d'Henri Jeanneau, quincaillier de son métier. Il ouvre son atelier en 1956 aux Herbiers, après avoir fait les essais de son premier canot à moteur sur le lac de la Tricherie à Mesnard-la-Barotière. Page de gauche.

Ouest-Alu : diapo

Créé en 1963, l'entreprise Ouest Alu fondée par Marcel Briand, la 6^e génération de la famille Briand, depuis la forge ardennaise du XVIII^e siècle.

La chaussure design à La Gaubretière : les modèles des frères Rautureau s'exportent à travers le monde et jusqu'aux pieds de Madonna.

rautureau Apples
shoes : diapo

très large panel des secteurs d'activité représentés, qui vont de la chaussure à l'agroalimentaire, du textile à l'industrie navale, de l'ameublement à la mécanique... Et ce ne sont plus aujourd'hui uniquement des industries de main-d'œuvre. Cette industrialisation locale, développée de façon endogène, dessine une carte qui concerne quatre départements et qui correspond à des territoires profondément ruraux, et de surcroît sans ville dominante, regroupant les bocages du nord de l'actuel département de la Vendée, ceux du sud du Maine-et-Loire jusqu'à Cholet, ceux du sud de la Loire-Atlantique et du nord des Deux-Sèvres : en somme, ce qu'on appelle encore la *Vendée militaire*. Nous utiliserons dans ce dossier le terme de *Vendée* en faisant référence à cette géographie historique, son acception dépassant donc les limites du département du même nom.

Le « miracle économique » vendéen : deux étapes voire trois

L'évolution du phénomène des industries à la campagne laisse apparaître trois périodes. La première pourrait se situer entre la seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle. Elle concerne l'activité industrielle concentrée le long de la Sèvre Nantaise et dans le Choletais, ces territoires bénéficiant à la fois de la longue tradition manufacturière de la ville de Cholet et de la force hydraulique de la Sèvre. Les filatures et papeteries disséminées sur les communes de Mortagne-sur-Sèvre, avec les usines La Fleuriais et Turpault, de La Verrie avec Renou ou encore à Mallièvre avec Fonteneau, regroupent chacune au minimum une à deux centaines de personnes et quelquefois près d'un millier, offrant ainsi un appoint salarié au monde rural. Ce qui n'empêche pas que le travail à façon perdure en parallèle, pris en charge par les femmes des paroisses avoisinantes. Ce sont principalement, voire exclusivement des industries de main-d'œuvre liées au travail du textile et de la chaussure.

Ce phénomène, qui prend corps dans les Mauges et le long de la Sèvre, est clairement antérieur à la guerre 1914-1918, faisant de ce territoire le berceau d'un modèle de développement original et endogène. Il semble par la suite faire tache d'huile sur une zone géographique située plus à l'ouest, sur le Nord-Vendée où l'industrialisation est déjà suffisamment notable au début des années 1950 pour freiner, dans les deux cantons de Montaigu et de Mortagne-sur-Sèvre, l'émigration rurale qui a déjà concerné à cette date plus de 100 000 personnes depuis 1872, soit en moyenne 1 500 par an (1). Au début des années 1950, ces deux cantons sont identifiés comme étant les plus industriels, prouvant ainsi que le maintien de la population passe par l'existence de petits ateliers locaux.

La deuxième période fait suite à la Seconde Guerre mondiale, même si l'industrialisation, en fait, ne débute guère avant les années 1955-1960. La zone d'industria-

1. — Serge Allain, *L'Émigration rurale vendéenne et la nécessité d'une politique d'aménagement agricole du territoire*, ENA, Mémoire de stage, décembre 1952, p. 8.

lisation dépasse alors les vallées de la Sèvre pour s'étendre sur tout le Haut-Bocage vendéen, notamment à l'intérieur du triangle Les Herbiers – Montaigu — Mortagne-sur-Sèvre, trois gros bourgs qui passent, en deux décennies à peine, au statut de petites villes. Si cette géographie semble répondre à un effet d'entraînement du Choletais de l'autre côté de la Sèvre, force est de constater que cette seconde phase d'industrialisation des usines à la campagne est loin d'être en tous points comparable à la première. Certes, le maillage social qui a servi de creuset à la fin du XIX^e siècle dans les Mauges joue ici encore à plein, mais les entreprises qui se créent à partir des années 1960 dans le Haut-Bocage vendéen, sont beaucoup plus diversifiées en termes de secteurs d'activité. Elles dépassent de loin le tandem textile-chaussures et se développent dans les secteurs du transport, du bois, de l'agroalimentaire et des biens d'équipement, qu'il s'agisse de l'industrie des métaux, de la mécanique, des matériels agricoles ou encore de l'industrie navale.

Le contexte des « Trente Glorieuses » et l'entrée dans l'ère de la consommation de masse ne sont sans doute pas étrangers à cette chronologie industrielle d'après-guerre, de même que l'évolution des techniques et l'ouverture des mentalités, notamment chez les jeunes forcés d'aller travailler dans les grandes fermes allemandes, autrement mécanisées que les exploitations du Bocage. Mais même si l'on est en face d'une conjoncture sociale et économique particulièrement porteuse, cela ne suffit pas à expliquer pourquoi ce phénomène d'industrialisation a été plus massif ici qu'ailleurs. Car si l'importance numérique des structures industrielles encore en place aujourd'hui témoigne d'une dynamique entrepreneuriale, n'oublions pas que ce ne sont que les vestiges d'une multitude d'initiatives qui n'ont pas abouti ou qui ont échoué. L'une des personnes interviewées ne raconte-t-elle pas que la plupart des couturières de sa paroisse ouvrait alors une échoppe ? L'esprit d'émulation a donc joué, et fortement. La question est de savoir quelles en sont les racines et comment il a pu germer avec autant de force sur les terres granitiques de nos bocages. Beaucoup d'interviewés ont cité leur passage dans les mouvements catholiques de la JAC ou de la JOC, vécu comme un apprentissage, une école de la vie, qui leur a insufflé l'envie, en leur en donnant les moyens humains, de renoncer à la résignation, jusque-là doucement acceptée, de travailler avec les « méthodes du père ».

Selon le ressenti des acteurs interrogés, cette deuxième période d'industrialisation se prolonge au-delà de la chronologie des « Trente Glorieuses », pour perdurer jusque dans les années 1985 voire 1990. Que se passe-t-il ensuite ? On pourrait éventuellement rajouter à cette chronologie une troisième phase, car si les industries du textile et de la chaussure notamment ont à souffrir de la concurrence économique des pays asiatiques et de l'Europe de l'Est et, incidemment, à recourir aux processus de délocalisation, l'ensemble industriel des bocages du Sud-Loire se porte plutôt bien. La structure en PME et PMI familiales n'est sans doute pas étrangère à cette flexibilité. Reste que ce

troisième souffle, alors que l'effet des « Trente Glorieuses » s'est totalement estompé et que la conjoncture nationale est plutôt à la récession, pose de façon encore accrue la question de la spécificité de l'économie des bocages du Sud-Loire. Le fait par exemple, qu'en 1988, l'Association française des Chambres de commerce et d'industrie choisisse la Vendée pour tourner le film *Les racines du succès* n'est pas anodin.

Un modèle de développement transposable ?

Cette effervescence industrielle d'après-guerre est décrite comme un phénomène très largement induit par le système local, autrement dit par une identité régionale façonnée tout au long du ^{xx}e siècle, voire avant. De ce fait, s'impose la nécessité d'élargir nos approches, sans négliger le fait industriel, sur les réseaux associatifs et paroissiaux ainsi que sur les responsables publics. Le modèle de développement vendéen repose en effet très largement sur un sentiment d'appartenance à une même communauté. La réussite est donc d'avoir su retenir toute une population qui veut « vivre et travailler au pays ». On s'aperçoit que la forte atomisation des structures industrielles répond assez bien à l'habitat dispersé des bocages. Tant et si bien que ce type d'industrialisation semble avoir évité à la population le déracinement et la prolétarianisation qui, ailleurs, paraissent avoir été le prix à payer.

La question de savoir si ce modèle de développement est transposable a été étudiée dans les années 1980 par une équipe de géographes nantais autour des professeurs Jean Renard et Alain Chauvet. Le canton de Saint-Fulgent, dans le Nord-Vendée, a été choisi justement par cette équipe d'universitaires comme lieu privilégié d'observation, parce qu'il représentait l'atypisme vendéen, défini généralement comme le contraste flagrant entre l'émergence d'activités industrielles et les permanences sociales et idéologiques, décrites comme réactionnaires (2). Les travaux de Jean Renard et son équipe ont accompagné chronologiquement les changements, pour les analyser en termes d'aménagement de l'espace rural et pour approcher les transformations induites sur le paysage et sur la vie de la population des communes et canton concernés. Alain Chauvet avait, pour sa part, beaucoup insisté sur la notion de « société bourgadine » et son rôle fédérateur. Ces universitaires se sont révélés être des observateurs particulièrement attentifs, à l'affût de la disparition de cet écart entre changement économique et conservatisme politique, c'est-à-dire de la fin de l'exception

2. — Deux colloques avaient été organisés, le premier en 1979 : « L'observation du changement social et culturel dans le canton de Saint-Fulgent », in *Les Cahiers nantais*, n° 19, janvier 1981, 202 p. Le second colloque, en 1982, portait davantage sur les modalités de l'industrialisation : « Les industries rurales et l'industrialisation de la Vendée », in *Les Cahiers nantais*, n° 22, janvier 1983, 180 p. Jean Renard a publié cette année un ouvrage très complet : *La Vendée, un demi-siècle d'observations d'un géographe*, paru aux PUR, qui rassemble des articles, des communications de colloques et des observations de terrain qui sont le fruit de toute sa carrière universitaire.

vendéenne. Mais ils ont dû constater la pérennité de ce que Jean Renard qualifie maintenant d'« alchimie de la dynamique », reconnaissant les limites de l'interprétation géographique et donnant à penser que les explications du phénomène industriel relèveraient plutôt de la culture, de l'histoire et des comportements.

Aux premières heures de l'industrialisation vendéenne ; ici, la papeterie de Cugand.



Les réussites entrepreneuriales apparaissent avant tout comme une somme d'aventures personnelles, et la récente thèse de sociologie de Benoît Raveleau souligne le rôle de ce capital humain, en précisant toutefois que les entrepreneurs vendéens et choletais ne sont pas forcément différents de ceux des autres régions de France. Ce sont les réseaux dont ils sont issus et dont ils savent jouer, qui constituent ce « système de valeurs et de normes, propice à l'esprit entrepreneurial (3) ». En d'autres termes, ce chercheur fait des chefs d'entreprise le moteur et le principal facteur de l'effervescence industrielle induite par le système local. Mais quel est donc ce milieu local ? Qu'est-ce qui fait qu'ici plus qu'ailleurs les initiatives de quelques-uns aient pu être relayées par le soutien du plus grand nombre ? Faut-il voir dans le surplus démographique une vitalité toute prête à éclore, comme si la corrélation et l'interdépendance entre les différents partenaires étaient évidentes ? Les bras s'offrent à bas salaires contre la garantie de pouvoir rester sur place ; la capacité de mobilisation de certains est relayée par les volontés paroissiales et municipales en termes matériels et financiers, ces dernières voyant là un moyen d'endiguer les départs et de maintenir la cohésion villageoise. L'opportunité de nouveaux marchés de la société de consommation des années 1960-1970 a fait le reste.

3. — B. Raveleau, *Les Entrepreneurs industriels du bocage vendéen*, Thèse de sociologie, Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris, 1998, p. 516.

Cette notion du milieu local est, à l'heure actuelle, au cœur d'une initiative de recherche menée par des universitaires français et étrangers de toutes disciplines en sciences humaines. La coordination générale de la structure est assurée par l'université d'Angers et l'université catholique de l'Ouest, autour du géographe Jean-Baptiste Humeau et de Benoît Raveleau. En place depuis cinq ans, ce programme de recherche européen s'intéresse aux processus et aux conséquences des recompositions territoriales en France et en Europe, en privilégiant les lieux et territoires où les enjeux du développement sont étroitement liés à l'implication des acteurs locaux. Après l'Anjou, la Roumanie, le pays lyonnais et l'Allemagne, ce sont les bocages du Sud-Loire, autour du triangle Cholet – Les Herbiers – La Roche-sur-Yon, qui ont constitué en 2005 le champ d'investigations de leur séminaire annuel. Ces études actuelles et les confrontations qu'elles permettent avec des régions européennes qui auraient peu ou prou un mode de développement comparable, viennent nourrir la réflexion scientifique sur les processus de telles industrialisations endogènes.

Les capitaines de paroisses devenus capitaines d'industries ?

Issu d'un milieu local, ancré dans la culture traditionnelle d'un pays, le mode de développement vendéen est forcément l'héritier de son passé historique... et notamment des guerres de Vendée. La concordance entre l'épicentre du soulèvement de 1793 et les hauts-lieux du développement endogène de 1960 est troublante. Ces cartes définissent de la même façon la *Vendée militaire*, aux limites des actuels départements de Vendée, de Maine-et-Loire et de Loire-Atlantique, en débordant sur le nord de celui des Deux-Sèvres, si bien qu'on a pu, en raccourci, dire que les chefs d'entreprises d'aujourd'hui sont rien moins que les héritiers directs des capitaines de paroisses de la guerre de Vendée, et que ce pays, longtemps caricaturé comme arriéré et peuplé de « ventres-à-choux », serait animé par une certaine culture de revanche. Ce qui reviendrait à souscrire à l'idée largement répandue que le « miracle économique » des années 1960 ne serait que l'écho des combats contre-révolutionnaires.

Un tel raccourci mérite assurément quelques nuances, car si cette superposition de deux époques, de deux cartes montre un milieu local avec des caractéristiques sociales, politiques et religieuses qui lui sont propres, il ne faut toutefois pas oublier, justement, les deux siècles qui ont façonné ce territoire entre 1793 et 1960 ! Sinon, ce serait nier l'émigration agricole massive, dès la fin du XIX^e siècle, vers les terres du Sud, Charentes, Vienne et jusque dans le Gers et la Garonne ; ce serait nier aussi, dans ce monde rural plein et jeune, la portée des mouvements d'action catholique du début du XX^e siècle, ceux-là même qui ont conduit la « révolution silencieuse » dans ces bocages ! Car c'est bien ce dernier élément qui semble jouer énormément ; ce renouveau dans la foi des hommes, à porter leur pays, à l'ouvrir au progrès, à en être les acteurs et non seulement les témoins, est assurément une des clés de l'explication.

Ce catholicisme-là, que l'on peut qualifier de social, actif, voire activiste n'est pas uniquement l'héritier de celui qui souleva les armées catholiques et royales de la *Vendée militaire* en 1793. Et surtout il n'en est pas le prolongement direct, car la Vendée de la fin du XVIII^e siècle n'est pas particulièrement fervente. Elle le devient bien plus au fil du XIX^e siècle et au début du suivant, dans le contexte des congrégations enseignantes qui se sont multipliées abondamment sur ce territoire et qui permettent ainsi à une population rurale — et à ses filles ! — de sortir de l'analphabétisme. Les nombreuses vocations d'alors sont rurales, touchant les fils d'agriculteurs et d'artisans. Le clergé qui se met en place est issu de ces terres de bocages et œuvre pour la christianisation des ruraux par eux-mêmes.

Il paraît donc impensable de faire l'économie de cette redéfinition du catholicisme vendéen, à l'heure où il se renouvelle auprès et par les populations rurales et en ressort numériquement consolidé et profondément ancré dans son temps et son milieu. Il ne s'agit pas non plus de nier — ou de surestimer d'ailleurs — une culture de l'adversité que certains associent fortement à la période contre-révolutionnaire. Les acteurs que nous avons interrogés ont en effet rarement mentionné les guerres de Vendée dans l'explication de leurs parcours d'entrepreneurs ou de responsables départementaux. Mais il est certain que deux de nos interlocuteurs, âgés de 70 à 80 ans, dont les parents sont nés vers 1890, ont souligné la proximité de cette chronologie contre-révolutionnaire, les grands-parents de leurs parents ayant vécu 1793.

Cette superposition des cartes soulève le problème de l'identité religieuse de ce territoire. On peut aussi se demander si l'Église n'a pas ici facilité l'acceptation de la hiérarchie, imposant une certaine docilité, voire une soumission, hier du métayer envers le châtelain, aujourd'hui de l'ouvrier envers le chef d'entreprise. De fait, toutes les personnes interrogées notent de la même façon une spécificité ouvrière dans la « Vendée militaire », et le fait qu'ici les employés ont une conscience très forte de la valeur du travail et le respect de leur outil de production. Ce qui constitue un contexte éminemment positif pour l'entreprise. On ne se trouve pas dans un environnement de contestation systématique, mais d'inventivité constructive, d'exigence réciproque entre l'ouvrier et un patron souvent issu du rang. Qu'on parle de paternalisme ou de culture d'entreprise, on a l'impression que ce rapport ouvriers / chef d'entreprise répond à un consensus social, qui fait que l'attachement à la terre s'est mué en un attachement à l'entreprise dans laquelle on travaille.

À la lecture des archives écrites

Comprendre ce consensus social suppose d'interroger les sources de part et d'autre, tant les archives des administrations que celles des entreprises ou encore les documents syndicaux. Un vaste travail de repérage et de tri a été mené en collabora-

tion avec la Conservation des Archives départementales de la Vendée. Il sera bien évidemment étendu aux centres d'archives départementaux de Maine-et-Loire et de Loire-Atlantique. Ce travail de prospection s'intègre dans une étude régionale, comparative et historique de la mission confiée au Centre vendéen de recherches historiques par la Région et les départements concernés, dans l'objectif de comprendre les tenants et les aboutissants de cette industrialisation d'après-guerre dans les bocages du Sud-Loire.

Les archives des administrations, et notamment des dossiers de Préfecture entre 1945 et 1975, présentent des bilans trimestriels de la conjoncture économique et sociale des départements. Ces documents émanent de non-Vendéens, étrangers au système endogène des structures villageoises. Il en ressort une vision « neutre » ou en tout cas plus explicative. La démarche du préfet Perreau-Pradier, en 1955, reste en ce sens tout à fait significative. Il est à l'initiative d'une brochure, *La Vendée offre ses bras*, qui vante les mérites de la main-d'œuvre vendéenne et n'a d'autre but que d'attirer les industries. Pour lui, il ne suffit plus de développer la production agricole et de s'occuper des industries en place, mais il faut également considérer une implantation d'établissements nouveaux, de petite taille, entre 50 et 200 ouvriers, qui offrirait des salaires d'appoint à cette population rurale (4). La Préfecture entend ainsi stopper le flux des émigrations vers les Charentes, la Vienne et la Dordogne, et cherche donc à fixer la population par le travail sur place, puisque les bras sont trop nombreux pour rester tous à la terre. L'affaire n'a pas eu de suite immédiate — le préfet quitte son poste vendéen à l'été 1956 —, mais elle a amorcé une prise de conscience des réalités des campagnes bocagères.

Au vu des différents tableaux conjoncturels, la courbe de croissance qui se dessine n'est pas linéaire, mais on a affaire à un développement brutal à partir de l'année 1966, qui correspond véritablement au point de rupture. Avant cette date, la situation économique des bocages du Sud-Loire, et notamment du département de la Vendée, accuse un profond retard : en 1964, le rapport entre le nombre des salariés des établissements industriels et commerciaux privés et le chiffre de la population totale est encore un des plus bas de France : 7,5 % contre 17,8 % pour l'ensemble national. La Vendée est d'ailleurs au quatrième rang des départements où un effort exceptionnel d'industrialisation doit être fourni. À peine trois années plus tard, le bilan économique du second trimestre 1967 présente un taux de croissance qui atteint 107 %, soit le second rang français ! Avec 2 600 emplois nouveaux en 1966, le département se situe au quinzième rang si l'on se base sur les chiffres absolus (5).

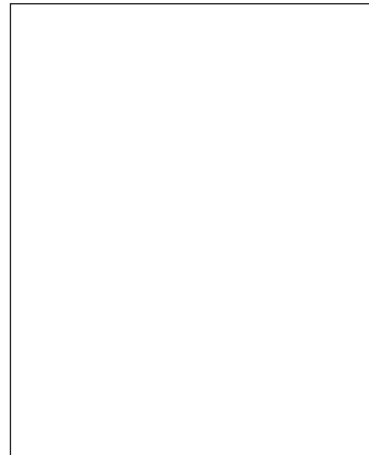
4. — Rapport de juillet 1955, p. 4-5.

5. — Tableau périodique de la conjoncture économique, 2nd trimestre 1967, Arch. dép. Vendée, 1 W 549.

Ce point de rupture de 1965-1966 apparaît de la même façon dans les dossiers de la Chambre de commerce et d'industrie du département de la Vendée. Le travail de prospection dans les archives du centre de documentation, entrepris grâce au concours de M. Jacques-Yves Cornu, s'est porté dans un premier temps sur les rapports d'activité, puis sur les délibérations de l'assemblée consulaire. Alors que les rapports du préfet se caractérisent par la neutralité et la précision de l'observateur extérieur, les remarques des présidents successifs de la Chambre de commerce et d'industrie sont celles d'acteurs qui réfléchissent sur leur lieu de vie et de travail. Les premières années de la décennie 1950 voient leur regard se tourner vers la région, avec la création de la SODERO en 1956, et vers les départements limitrophes, par la participation au comité d'études de Poitiers et de la Basse-Loire en 1954-1955, mais c'est finalement de façon endogène que des réseaux s'organisent : interconsularité avec la chambre d'agriculture en 1957 et création du comité d'expansion de la Vendée en 1963. Celle d'un tribunal de commerce est décidée en 1962 mais ne voit le jour qu'en 1973. Ce travail de prospection sera naturellement étendu aux Chambres de commerce et d'industrie du Choletais et de la Loire-Atlantique.

*« À l'industrie la Vendée offre ses bras » :
L'appel à la main-d'œuvre lancé par le préfet de
Vendée Perreau-Pradier en 1955.*

Les fonds d'archives des administrations et des services consulaires, si précis et fournis soient-ils, ne permettent pas d'appréhender le vécu entrepreneurial, et encore moins salarial. Ces documents répertorient une chronologie, mettent en relief des événements charnières, les mutations techniques, les différentes créations d'entreprises, les successions ou liquidations ou encore les grèves. La plupart de ces sources offrent la description des structures industrielles, le tableau palpable de ce « miracle économique », mais elles sont peu loquaces sur ce qui a produit un tel développement endogène.



Les bilans semestriels tenus par les préfets ont certes fourni quelques éléments de réponse. On y apprend, par exemple, qu'à l'heure où les mairies s'engagent pour l'électrification des bourgs et des écarts, et pour l'arrivée de l'eau sur l'évier, on considère déjà d'un autre œil la nécessité des structures de formation. Les recensements des dif-

férents enseignements agricoles, effectués en 1956 dans un cadre régional, montrent de réelles disparités entre la Vendée et le Maine-et-Loire par exemple. En Vendée, le rapport note que l'apprentissage et la formation professionnelle — tant dans les établissements publics que privés, intéressent 2 000 jeunes gens et filles, soit à peine 30 % des effectifs susceptibles d'être concernés, alors que le pourcentage atteint 90 % des jeunes agriculteurs du Maine-et-Loire (6).

Beaucoup de responsables et d'entrepreneurs d'après-guerre partaient dans la vie avec, pour seul bagage scolaire, le certificat d'études, mais un certain nombre a quand même, par la suite, suivi des cours par correspondance, et notamment ceux du CERCA (Centre d'enseignement rural par correspondance d'Angers). Alors, pourquoi un tel rayonnement de l'école angevine, jusqu'au Sud de la Vendée et même en Charentes ? Pourquoi une telle diffusion dans les petites bourgades rurales ? L'école d'agriculture par correspondance de La Mothe-Achard, malgré sa proximité géographique, a fait nettement moins d'émules en Vendée par exemple. Sans doute n'est-il pas anodin que le père Foreau, fondateur du CERCA en 1927, soit également l'aumônier de l'Action catholique de la jeunesse française, et par-là même en 1929 celui de la JAC ? Inspiré du mouvement social catholique, voire la gauche catholique, le CERCA développe un enseignement technique mais aussi pragmatique, où l'engagement professionnel doit être envisagé comme un engagement d'honneur, presque un apostolat, mettant en exergue deux concepts : la foi et la fierté. On est dans la même logique que le « Voir, juger, agir » de la JAC. Les cours par correspondance ont eu de surcroît l'avantage de ne pas éloigner de la ferme familiale les bras de la jeunesse. On n'est pas loin de la politique d'enseignement dispensé à Saint-Gabriel à Saint-Laurent-sur-Sèvre, prenant en charge les fils d'artisans et de commerçants locaux, dans le but de fournir à la région ses propres élites.

Dans cette perspective d'étude des formations dispensées par les établissements d'enseignement agricole et les mouvements d'action catholique, les archives du CÉAS (Centre d'études et d'action sociale, basé à La Roche-sur-Yon), dont les principes se placent dans la droite ligne du Secrétariat social fondé en Vendée en 1908, fournissent quelques éléments de réponse (7). Le CÉAS se donnait pour buts d'être à la fois un centre de recherche, un foyer d'enseignement et de formation et une œuvre tournée vers l'action. L'organisation, par son rayonnement dans les décennies 1950 et 60 et sa volonté de participer à la formation des chrétiens, se situe au même niveau que les mouvements de jeunesse. Son bulletin mensuel, intitulé *Les Pages Sociales* consacrait

6. — Programme d'action régionale, mars 1959, Arch. dép. Vendée, 1 W 553.

7. — Aujourd'hui bureau d'études œuvrant pour le développement territorial et la professionnalisation des intervenants sociaux, le CÉAS a conservé de ses origines son statut d'association de compétence départementale (60 au total en France) de loi 1901 mais il s'est déconfessionnalisé avec les années.

chacune de ses éditions à un sujet de société expliqué et vulgarisé. Il prônait l'action sociale énergique et visait un large public, aussi bien l'ouvrier d'usine que celui de la ferme, l'entrepreneur ou le propriétaire terrien. Son but était justement d'écrire la réalité quotidienne de chacun de ces groupes, afin qu'elle soit connue et comprise des uns et des autres, et qu'un rapprochement des diverses classes sociales, dans ces conditions, devienne possible, affirmant clairement qu'« on ne peut pas être chrétien, si l'on n'est pas social ».

De la même façon, les archives des Centres de documentation du mouvement ouvrier et du travail (CDMOT) de Nantes et de Vendée recouvrent des thèmes assez vastes et divers (8). La vocation de ces lieux se concentre sur l'organisation du travail ouvrier, que ce soit en usine ou en exploitation agricole, et sur les actions syndicales. Le CDMOT de Nantes présente un certain nombre d'archives paysannes émanant, entre autres, de la Mutualité sociale agricole, du Centre départemental des jeunes agriculteurs et d'un groupe du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), anciennement la JAC. Le fonds vendéen du CDMOT apparaît plus restreint, même s'il laisse une large part aux luttes sociales des années 1970, notamment dans l'industrie de l'habillement.



L'enseignement technique dispensé à Saint-Gabriel vise à faire des fils d'artisans et de commerçants une élite professionnelle régionale.

En fin de compte, et la nature des deux derniers centres d'archives cités le montre bien, les enseignements les plus riches sont à recueillir auprès des acteurs et des témoins eux-mêmes. La constitution d'archives orales nous apparaît de plus en plus essentielle, parce que cette mémoire est encore là et surtout parce que l'industrialisation des bocages du Sud-Loire s'est véritablement — plus que nous l'avions au préalable estimé — réalisée de façon informelle. Les archives écrites ne rendent compte que partiellement de cette synergie et de ces réseaux humains.

D'ores et déjà, au regard de la petite dizaine d'interviews réalisées, la capacité de ces personnes à dépasser l'héritage reçu — qu'il soit artisanal, agricole mais surtout mental — s'est doublée d'une volonté de s'informer sur leurs professions respectives,

8. — Le CDMOT de Nantes a été créé en 1980; il est devenu le Centre d'histoire du travail (CHT).

de s'organiser et de se structurer entre eux. Un mot revient inlassablement : *engagement*. S'il recouvre diverses réalités selon qu'il est prononcé par le syndicaliste, le chef d'entreprise ou le responsable agricole, ce mot traduit un contexte de confiance entre les hommes que le territoire a unis dans leurs démarches respectives. Plusieurs de nos interlocuteurs ont d'ailleurs mis en avant l'émulation qui a joué entre les entrepreneurs pour la création des industries des décennies 1960-1970. En somme, parce que justement tout était à faire, la jeune génération d'alors, portée par l'euphorie des « Trente Glorieuses » et l'ouverture des mentalités, a suscité dans bien des cas le passage de l'atelier artisanal à la structure industrielle.

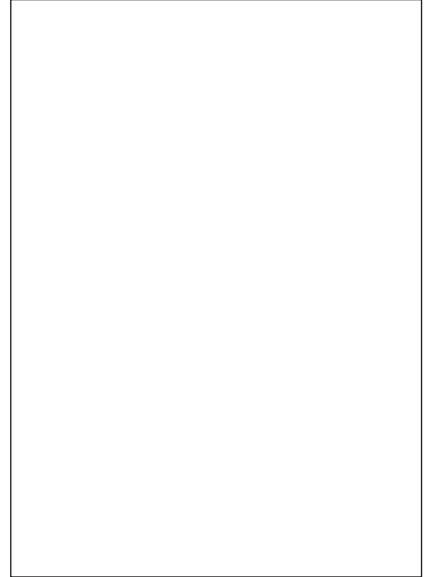
À l'écoute des acteurs

Sont présentées ici neuf interviews, ou plutôt neuf témoignages, car ce n'est pas seulement leur vécu d'acteurs économiques que nous avons interrogé, mais leur vécu d'hommes et de femmes, leur expérience, leur ressenti et leur jugement sur les événements. Notre idée était donc que nous ne devions pas refaire une énième interview des *success stories* vendéennes, en reprenant la trame, bien connue maintenant, du fils d'artisan qui se place sur un créneau novateur et devient le chef d'entreprise d'une société à la renommée nationale voire internationale. Cela est de toute façon applicable à la majorité des entreprises vendéennes et choletaises. Alors, quoi dire ? Si ce type de parcours est révélateur, c'est justement la genèse du phénomène qui nous intéresse ici. Il s'agit donc de décortiquer les mécanismes d'un processus avant tout humain, moral et social, et de nous replacer, pour ce faire, dans le contexte de la Vendée d'après-guerre, à l'heure du monde rural plein, des communautés villageoises, de la maison de ferme à deux pièces et de l'eau à puiser à 100 mètres du logement. Ni éloge bucolique ou champêtre, ni critique passéiste, cette lecture attentive du quotidien est indispensable à la compréhension des mentalités d'un monde qui, pourtant, n'est éloigné de nous que d'un demi-siècle à peine.

Le choix des personnes interrogées s'est fait de façon pragmatique, au gré de rencontres informelles : autant dire que d'autres personnes auraient tout aussi bien pu être retenues. Il ne s'agit pas là d'une sélection après éliminations successives, mais d'un ensemble visant à la représentativité des lieux et des événements d'après-guerre. Partant de l'idée d'analyser le développement économique, il est évident que nous souhaitions interroger des acteurs du monde industriel vendéen et choletais, que ce soit d'un côté les chefs d'entreprises de secteurs d'activités et de lieux différents, et de l'autre les représentant des salariés, de cette main-d'œuvre vendéenne souvent reconnue comme exceptionnelle. Nous aurions d'ailleurs voulu multiplier, plus que nous n'avons pu le faire ici, les interviews de responsables syndicaux, tant le syndicalisme ouvrier nous paraît tenir une place essentielle dans le développement économique d'après-guerre. C'est un manque évident ici, qui devra être conforté par des études



La maison de ferme au temps de la pièce unique. L'âtre est alors le seul moyen de cuisson et de chauffage, et le compagnon de toutes les veillées hivernales.



ultérieures, en s'appuyant notamment sur les travaux du Centre de documentation du mouvement ouvrier et du travail.

L'entrepreneur vendéen ou choletais est un homme du bocage, un rural. Il est fils d'artisan, de commerçant ou d'agriculteur. Il est issu d'une communauté villageoise, intégré dans la vie paroissiale et communale. Au lendemain de la Guerre, ce monde des campagnes, plein, actif et en totale mutation technique et sociologique est l'une des clés de voûte du développement économique vendéen. Comment et pourquoi un tel bouillonnement ? Il nous a semblé donc de ne pas devoir passer outre le témoignage du monde agricole et de ses acteurs, à l'heure où justement la population active agricole de ces bocages dépassait, dans bien des cantons, les deux-tiers des actifs. L'ordre de présentation des neuf interviews suit cette logique, partant de l'industrie, chefs d'entreprises et salariés, pour remonter jusqu'aux racines agricoles et aux responsables syndicaux de cette profession.

Nous sommes allés à la rencontre de cinq entrepreneurs, cinq meneurs d'hommes et initiateurs d'idées : Yves Tesson, créateur du groupe Tesson-Sofrica, dont l'entreprise est spécialisée dans l'entreposage frigorifique et basée aux Sables-d'Olonne ; Yves Gonnord, président du Conseil de surveillance de Fleury-Michon, dont le siège est implanté à Pouzauges ; Charles-Henri Sorin, ancien PGD de la concession Simca-Peugeot de La Roche-sur-Yon ; Louis Chupin, de Saint-Macaire en Mauges, ancien PGD d'une entreprise de carrières et de travaux publics, et Marie-Claude Lucas, PDG d'une entreprise de machinisme agricole implantée à La Verrie.

Certains se sont aujourd'hui retirés des affaires ; d'autres n'ont pas encore cédé le relais. Tous ont reçu leur entreprise des mains de leur père ou de leur beau-père, prouvant là encore le caractère familial de nos PME-PMI vendéennes, sans pour autant que nous en ayons fait un quelconque critère de sélection parmi les chefs d'entreprises interrogés. Les sociétés qu'ils ont gérées sont devenues, pour certaines, des exemples de réussites industrielles nationales voire internationales ; d'autres ont été transmises ou rachetées ; d'autres encore ont disparu. La majorité d'entre elles sont dispersées sur plusieurs sites, mais toutes ont conservé leur siège social dans leur commune de création.

Nous avons également rencontré Guy Ruchaud, secrétaire général de la CFTC puis de la CFDT, de 1961 à 1973, qui a milité pour faire entrer et accepter le syndicalisme au sein des entreprises vendéennes. Son témoignage est celui d'un meneur d'hommes attentif au développement industriel vendéen et à ses retombées positives pour les ouvriers.

Il est également un témoignage qui n'est ni celui d'un industriel, ni celui d'un agriculteur, ni celui d'un Vendéen, du reste. C'est celui d'Edgard Wojdyla, un professionnel de la banque, extérieur à la Vendée, mais venu y travailler, au sein d'une banque nationale d'abord, puis d'une banque mutualiste. Dans une région qu'on dit s'être développée sans grands capitaux, à la force de l'épargne familiale et amicale, son regard pose ici les questions du financement de ce développement d'après-guerre.

Enfin, nous avons choisi de clore ce dossier en donnant la parole à deux responsables agricoles : Joseph Gaborit des Épesses et Louis Cousseau de Mesnard-la-Barotière. Leurs témoignages, comme celui de leurs épouses, en retrait et tout en nuances, permettent de se resituer dans le contexte d'une Vendée d'après-guerre, profondément rurale, enclavée et en pleine mutation des techniques agricoles, et laissent à penser que tout ou presque part de là. Du CERCA à la JAC, des CUMA à la vulgarisation, du comité d'habitat rural aux allocations logement, le monde agricole a pesé, d'une forte et même voix, pour faire que les hommes vivent mieux et pour faire du monde agricole un acteur du développement local.

Il est évidemment que le corpus d'interviews présentées ici n'est qu'une esquisse imparfaite, vu la sous-représentativité des responsables syndicaux et des acteurs du monde industriel choletais ou du pays nantais, de même qu'il ne rend pas suffisamment compte de l'importance jouée par des responsables associatifs. Ce sont des lacunes qui devront naturellement être corrigées par des entretiens ultérieurs, mais d'ores et déjà le témoignage de ces neuf acteurs a le mérite de poser quelques jalons.

Nous terminerons ce dossier par un article, celui de François Cantryn, actuel directeur de la succursale de la Banque de France de La Roche-sur-Yon, qui a travaillé sur des sources originales et inédites, à savoir les rapports annuels que les directeurs successifs de cette succursale ont laissé depuis sa création, c'est-à-dire 1879. François

Cantryn propose ici un éclairage tout à fait novateur sur cette économie vendéenne que l'on réduit, bien souvent et à tort, à l'après-guerre.

Enfin un guide des archives économiques conservées aux archives départementales de Vendée, réalisé par Dominique Relet et Christophe Dubois, propose aux lecteurs curieux d'en savoir un peu plus sur telle entreprise ou tel syndicat, un inventaire très précis des fonds d'archives administratives et d'entreprises relatifs à la période d'après-guerre, ainsi qu'un classement de la presse économique locale.



Entre tradition et modernité, la brioche selon Pasquier.

*

* *

Avant de laisser la parole à MM. Tesson, Gonnord, Sorin et Chupin, à M^{me} Lucas, à MM. Ruchaud, Wojdyla, Gaborit et Cousseau, quelques précisions quant à la réalisation ces interviews.

Elles ont été réalisées par trois personnes et, avec les différences d'approche inhérentes à chacun, la démarche qui a été suivie a été rigoureusement la même. Nous tenons ici à remercier M. et M^{me} Cantryn pour leur collaboration attentive et fructueuse

*La Vendée désenclavée
par ses transporteurs.*

Graveleau.

dans la recherche et l'interview d'interlocuteurs du monde économique vendéen. Les interviews ont été, en général, réalisées en deux temps : une première rencontre, informelle, à bâtons rompus, a permis d'évoquer les responsabilités professionnelles, municipales, syndicales ou encore associatives. La seconde entrevue a davantage été guidée. Il s'agissait de confirmer ou d'approfondir les thèmes qui n'avaient été qu'effleurés la première fois. Et là, le magnétophone tournait, comme gardien de la parole transmise.

Les versions orales ont ensuite été mises en forme, sans pour autant abandonner complètement le langage oral, tant il nous importait de rester non seulement fidèles envers ceux qui nous avaient livré leur parole, mais aussi attentifs et respectueux de ce vécu, raconté avec beaucoup de pudeur, et d'émotion parfois. De toute façon, les interviewés eux-même ont été à même de revoir leur texte, revenant sur telle expression, corrigeant telle autre, ou encore reprenant la formulation de tel événement qui leur semblait devoir être éclairci. Les propos retranscrits ici sont donc ceux de leurs auteurs : certains termes ont été placés entre guillemets, mais aucune parole n'a été omise ni orientée.

Qu'ils trouvent tous ici nos plus sincères et profonds remerciements, d'avoir bien voulu nous consacrer un peu de leur précieux temps, et nous confier si gentiment et avec autant de générosité, une partie de leur héritage familial et de leur humanisme.

Natacha Bonnet

NATACHA BONNET

Originnaire de Beaurepaire, Natacha Bonnet est en passe de soutenir son doctorat d'histoire. Depuis deux ans, elle est chargée par la Région des Pays de la Loire et les départements de la Vendée, du Maine-et-Loire et de la Loire-Atlantique, sous l'égide du Centre vendéen de recherches historiques, d'étudier le développement économique des bocages du Sud-Loire, dans la période d'après-guerre.